Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-reforme-des-retraites-adoptee-au-Bresil-C-est-la-fin-des-privileges>

La réforme des retraites adoptée au Brésil : C'est la fin des privilèges.

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le projet de réforme des retraites a été adopté avec un jour d'avance sur le calendrier prévu, grace au soutien d'une partie de l'opposition. par 358 voix contre 126 et 9 abstentions. Sur les 93 députés du Parti des Travailleurs (PT) de Lula, 11 ont refusé de voter la réforme.

Trois ont voté contre et sont menacés d'expulsion, 8 se sont abstenus "pour ne pas trahir leurs idéaux" et encourent eux aussi des sanctions. Parmi eux Joao Batista Araujo, député du Parti des Travailleurs (PT) de Lula qui, est menacé d'expulsion pour avoir voté contre la réforme. Il a affirmé que la réforme est faite "pour répondre aux intérêts des banquiers et du Fonds Monétaire International (FMI). Des manifestations de fonctionnaires ont eu lieu à Brasilia devant le Parlement. Les fonctionnaires qui défilaient accusent le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva de les avoir "trahis".

De son côté, le président national du PT, José Genoïno a considéré le vote de la Chambre de "grande victoire". Cette réforme remet en cause plusieurs avantages acquis des fonctionnaires a "C'est la fin des privilèges. Le gouvernement sait gouverner et s'est montré ferme. L'opinion publique est aux côtés du PT". D'autant que le système de sécurité sociale exclut actuellement plus de 40 millions de salariés pauvres qui pourront enfin en bénéficier . De plus 900.000 retraités su secteur public, supportent 39% du déficit , alors que 20 millions de retraités du secteur privés supportent 24%. Moins d'un million de retraités du secteur publics produisent un déficit de 8000 millions de dollars.

Avant le vote, Lula avait dû céder sur certains points. "Les modifications apportées ne changent pas la base de la réforme. Dans l'immédiat elle aidera à combler le déficit de la sécurité sociale et à moyen et long termes, elle sera un facteur de justice sociale", selon le président du PT . La réforme doit passer maintenant au Sénat

Post-scriptum :

El Correo